

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-construction-de-6-EPR-est-deja-actee-Sans>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **La construction de 6 EPR est déjà actée ! Sans aucune décision démocratique, le gouvernement a donné à EDF une lettre de mission pour poursuivre sa fuite en avant**

14 octobre 2019

La construction de 6 EPR est déjà actée ! Sans aucune décision démocratique, le gouvernement a donné à EDF une lettre de mission pour poursuivre sa fuite en avant

Ce lundi 14 octobre, Le Monde vient de rendre publique l'existence d'un courrier adressé à EDF par les ministres de la Transition écologique et solidaire et de l'Économie et des Finances.

Il en ressort que la décision du gouvernement concernant la construction de nouveaux réacteurs est déjà prise, et que les ministres demandent à EDF de fournir des gages en vue de la construction de 6 EPR ! Nous dénonçons cette fuite en avant absurde et suicidaire, qui met en danger à la fois l'environnement, les alternatives énergétiques et les finances publiques.

Construction de nouveaux réacteurs : pour le gouvernement, la messe est déjà dite !

Lors de la publication de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, en novembre 2018, Emmanuel Macron avait annoncé qu'aucune décision ne serait prise avant 2021 concernant la construction de nouveaux réacteurs. Au vu du retard sur le chantier de l'EPR de Flamanville, il semblait même évident que rien ne serait décidé avant que celui-là ne soit achevé.

Or, [selon le courrier évoqué dans Le Monde](#), la décision gouvernementale serait déjà prise. Dans cette lettre datée du 12 septembre, le gouvernement demande à EDF de procéder à un état des lieux de la filière nucléaire, d'identifier ses manques et les actions à mener pour regagner en compétence, **afin d'assurer la construction de trois paires d'EPR « Nouveau Modèle » sur trois sites différents.**

Le gouvernement a donc suivi le scénario préconisé par le rapport Collet-Billon-Escatha, dont les grandes lignes ont été dévoilées juste après la démission de Nicolas Hulot et qui préconisait la

construction de 6 EPR [1] . On comprend mieux les achats de terrain effectués par EDF autour des centrales [2], tout comme l'[appel d'offre](#) déposé par EDF pour la construction de deux EPR à partir de 2023 !

Il en ressort que les procédures réglementaires à prévoir (enquête publique, débat public), voire les débats sur le sujet avec les parlementaires, constituent un non-sujet pour le gouvernement, comme pour EDF. Peu importe qu'une écrasante majorité de citoyennes et citoyens ait exprimé son opposition à la construction de nouveaux EPR, y compris pendant le débat public sur la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie [3] : **comme d'habitude, concernant le nucléaire, on ne s'embarrasse pas avec la démocratie !**

Refusant de voir la réalité en face, le gouvernement acte une fuite en avant absurde

Cette décision de fait n'est pas seulement gravement antidémocratique, elle témoigne d'un aveuglement accablant. Il suffit d'ouvrir les yeux : le chantier de l'EPR de Flamanville n'en finit pas de s'enliser ; EDF est en quasi-faillite ; la perte de compétences est flagrante à tous les niveaux ; les affaires de malfaçons et de fraude organisée s'accumulent et l'Autorité de sûreté nucléaire elle-même doute des capacités de la filière à réaliser de gros travaux ! Qui peut sérieusement croire que celle-ci pourra se mettre rapidement en ordre de marche pour construire de nouveaux réacteurs ? Et comment attendre d'EDF un état des lieux honnête, au vu de sa tendance récurrente à dissimuler malfaçons et mauvaises pratiques ?

Il est gravissime que le gouvernement cautionne ainsi la fuite en avant d'EDF, incapable de penser la fin du nucléaire et d'envisager une transition vers le 100% renouvelable. « *EDF doit continuer à construire des réacteurs, comme le cycliste doit pédaler pour ne pas tomber* », avait déclaré le PDG d'EDF. Avec son soutien, EDF va donc pédaler droit dans le mur !

Sauver le nucléaire... en sacrifiant les services publics et le climat ?

Dans cette lettre, le gouvernement invite EDF à recenser les besoins de la filière en « *contrats* » et en « *investissements* ». Fidèle à la tradition, Bruno Le Maire ira donc faire le VRP pour décrocher des contrats ? Surtout, qui paiera ces « *investissements* » ? EDF accroîtra-t-elle encore les économies sur la maintenance des installations, quitte à accélérer le dumping social entre entreprises sous-traitantes et dégrader toujours plus la sûreté ? Les contribuables devront-ils encore renflouer les caisses d'EDF ? **Dans quels postes budgétaires, quels services publics le gouvernement taillera-t-il pour financer ces nouveaux projets inutiles et imposés ?**

Cette volonté de sauver le soldat nucléaire à tout prix en dit long sur les priorités du gouvernement. Les dizaines de milliards qui seraient gaspillés pour soutenir cette technologie dangereuse et dépassée sont autant de moyens qui feront défaut à la lutte contre le changement climatique. En préparant la production de nouveaux déchets radioactifs et en bloquant un nécessaire changement de système de production et de consommation de l'énergie, nos responsables politiques affichent leur mépris pour les générations futures.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle à faire front pour empêcher ces projets mortifères de voir le jour. En finir avec le nucléaire est une urgence !

Contacts presse :

Charlotte Mijeon - 06 64 66 01 23

Laura Hameaux - 06 85 23 05 11

Notes

[1] Rédigé notamment par un ancien administrateur du CEA et conseiller d'EDF et un ancien délégué général à l'armement, ce rapport préconisait la construction de 6 EPR à partir de 2025 pour un démarrage en 2035 ([lire notre réaction](#)).

[2] Depuis quelques années, EDF est en train de procéder à l'achat de [terrains à proximité des centrales](#) de la vallée de la Loire, du Tricastin et de Cattenom, sans préciser explicitement leur destination.

[3] En 2018, 67% des 400 personnes tirées au sort à l'occasion du [débat public sur la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie](#) s'étaient prononcés contre la construction de nouveaux réacteurs avant 2028.